

**PRÉFECTURE**

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des enquêtes publiques et installations classées  
SK/766

**A R R Ê T É**

**Du 13 décembre 2019 portant mise en demeure à la société  
DECATHLON SA – OXYLANE GROUP de respecter les dispositions de  
l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 réglementant ses installations  
sises 16 rue du Périgord à Wittenheim**

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2010-313-9 du 9 novembre 2010 portant autorisation d'exploiter un entrepôt logistique à la société Decathlon SA – Oxylane Group à Wittenheim en référence au titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015012-0014 du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires à la société Decathlon SA – Oxylane Group pour la prise en compte de modifications intervenues lors de la construction d'un entrepôt logistique à Wittenheim en référence au titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

**VU** le rapport du 15 novembre 2019 des constats de la visite du 15 octobre 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est apparu lors de la visite d'inspection du 15 octobre 2019 que le réseau d'eau incendie présentent un débit total de 197 m<sup>3</sup>/h alors que le débit imposé est au minimum de 270 m<sup>3</sup>/h. ;

**CONSIDÉRANT** que ces faits traduisent le non-respect de dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 9 novembre 2010, à savoir « *l'exploitant dispose a minima des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants : [...], d'un réseau d'eau incendie protégé contre le gel permettant d'alimenter avec un débit total minimum de 270 m<sup>3</sup>/h en simultané deux poteaux d'incendie [...]* ».

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

La société Decathlon SA – Oxylane Group est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 susvisé pour l'exploitation et l'aménagement de ses installations situées 16 rue du Perigord à Wittenheim et reprises ci-dessous :

*« L'exploitant dispose a minima des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants : [...], d'un réseau d'eau incendie protégé contre le gel permettant d'alimenter avec un débit total minimum de 270 m<sup>3</sup>/h en simultané deux poteaux d'incendie » .*

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 13 décembre 2019

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Jean-Claude GENEY

#### **Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.